# Jean-Jacques Chouet, « En marge de l’actualité : la France et l’arme atomique », *La Tribune de Genève* (14 avril 1955)[[1]](#footnote-1)

[fr] Jean-Jacques Chouet commente le revirement d’Edgar Faure, président du Conseil français, qui renonce à la construction de la bombe thermonucléaire après l’avoir envisagée un mois plus tôt. Cette volte-face signifie que la France accepte de rester en retrait par rapport aux grandes puissances, son retard technique et financier étant jugé impossible à combler. Chouet souligne que, contrairement à la Grande-Bretagne, la France ne dispose ni des moyens économiques ni de l’avancement scientifique nécessaires pour rattraper les États-Unis. Si les communistes saluent cette décision comme une victoire de leur propagande pacifiste, l’auteur estime qu’elle s’explique surtout par l’appartenance de la France à l’alliance occidentale, qui lui permet de compter sur la puissance atomique américaine et britannique. Mais il rappelle que cette dépendance ne saurait dispenser la France de maintenir un effort sérieux en matière de défense terrestre face aux effectifs soviétiques en Europe.

[de] Jean-Jacques Chouet kommentiert die Kehrtwende von Edgar Faure, dem französischen Ministerpräsidenten, der nach einer früheren Ankündigung nun doch auf den Bau der Wasserstoffbombe verzichtet. Diese Entscheidung bedeutet, dass Frankreich akzeptiert, hinter den Großmächten zurückzubleiben, da sein technischer und finanzieller Rückstand als unüberwindbar gilt. Chouet betont, dass Frankreich im Gegensatz zu Großbritannien weder die wirtschaftlichen Mittel noch den wissenschaftlichen Vorsprung besitzt, um die USA einzuholen. Während die Kommunisten diese Entscheidung als Sieg ihrer pazifistischen Propaganda feiern, sieht der Autor die eigentliche Ursache in der Zugehörigkeit Frankreichs zum westlichen Bündnis, das es erlaubt, auf die atomare Macht Amerikas und Großbritanniens zu zählen. Doch erinnert er daran, dass diese Abhängigkeit Frankreich nicht von der Notwendigkeit entbindet, eine ernsthafte Landverteidigung gegen die sowjetischen Truppen in Europa aufrechtzuerhalten.

[it] Jean-Jacques Chouet commenta il voltafaccia di Edgar Faure, presidente del Consiglio francese, che rinuncia alla costruzione della bomba termonucleare dopo averla prospettata un mese prima. Questa decisione implica che la Francia accetta di restare indietro rispetto alle grandi potenze, dato che il suo ritardo tecnico e finanziario è considerato incolmabile. Chouet sottolinea che, a differenza della Gran Bretagna, la Francia non dispone né dei mezzi economici né dell’avanzamento scientifico necessari per raggiungere gli Stati Uniti. Se i comunisti salutano questa scelta come una vittoria della loro propaganda pacifista, l’autore ritiene che essa si spieghi piuttosto con l’appartenenza della Francia all’alleanza occidentale, che le consente di contare sulla potenza atomica americana e britannica. Ma ricorda che tale dipendenza non dispensa la Francia dal mantenere un serio sforzo di difesa terrestre di fronte alle forze sovietiche presenti in Europa.

[en] Jean-Jacques Chouet comments on the about-face of Edgar Faure, the French Prime Minister, who abandoned plans to build the hydrogen bomb just a month after suggesting it. This reversal means that France accepts remaining behind the great powers, since its technical and financial lag is deemed impossible to overcome. Chouet stresses that, unlike Britain, France lacks both the economic resources and the scientific progress needed to catch up with the United States. While Communists hail the decision as a victory for their pacifist propaganda, the author argues it is mainly explained by France’s membership in the Western alliance, which allows it to rely on American and British nuclear power. However, he warns that such dependence does not exempt France from maintaining a serious land defense in the face of Soviet forces stationed in Europe.

Lors d’une conférence de presse tenue le 16 mars, M. Edgar Faure avait déclaré que son gouvernement envisageait d’entreprendre la construction de la bombe thermonucléaire, dans la possession de laquelle il voyait le critère permettant de distinguer les grandes puissances des nations de second ordre. Dans une nouvelle conférence de presse, le président du Conseil a annoncé qu’il abandonnait ce projet, et que la France poursuivrait, en l’inscrivant éventuellement dans un cadre européen, l’application de son programme de travail atomique industriel et pacifique.

En renonçant à fabriquer des bombes A ou H, la France renonce du même coup, si l’on tient pour valable le critère admis par M. Faure, à figurer au nombre des grandes puissances. L’aveu sera sans doute retenu, et il est probable que les diplomates français se l’entendront plus d’une fois rappeler à l’avenir par leurs interlocuteurs. Un dommage sensible est ainsi causé à l’œuvre de ceux qui, à commencer par le général de Gaulle, ont travaillé pendant des années à faire reconnaître à la France le droit de traiter d’égal à égal avec la Grande-Bretagne, l’Union soviétique et les États-Unis. Et M. Faure doit regretter déjà d’avoir laissé entendre, il y a un mois, que la renonciation à la production d’engins thermonucléaires équivaudrait à « une démission de la France ».

En réalité, le problème ne se posait pas exactement pour nos voisins de l’Ouest, de la façon dont M. Faure l’avait très sommairement exposé en réponse à une question relative à la décision, prise par l’Angleterre, de construire la bombe à hydrogène. S’il est bien évident que le président du Conseil se devait de soutenir le droit de son pays à fabriquer, lui aussi, cet engin, il est évident aussi que sa décision devait dépendre en définitive, non de considérations de prestige, mais de la possibilité pour la France de combler son retard en matière de production d’armes atomiques.

Or, ce retard est considérable ; il est, par rapport aux États-Unis, de plus de dix ans. Il est exclu de le combler avec les moyens financiers que la République peut consacrer à l’exploitation de l’énergie nucléaire, et qui sont à l’heure actuelle soixante-dix fois inférieurs à ceux dont disposent les atomistes américains. Ce que la Grande-Bretagne, fort avancée déjà dans ce domaine, pouvait entreprendre pour se hisser au niveau des États-Unis — préoccupation politique — et pour fournir à bref délai son apport au potentiel de guerre atomique des Occidentaux — impératif stratégique —, la France ne pouvait l’envisager. Tel est du moins l’avis des savants français, auquel le chef du gouvernement vient de se rallier.

Il est probable que les communistes français qui, comme tous les communistes du monde, luttent pour le désarmement de l’Occident mais n’ont jamais un mot de blâme pour leurs maîtres soviétiques qui augmentent leur budget militaire et se vantent de leur armement nucléaire, vont chanter victoire et attribuer à la pression des « masses populaires éprises de paix » le revirement de M. Faure. Il est peu vraisemblable cependant que le président du Conseil français se soit laissé impressionner par une propagande qui tend si manifestement à affaiblir les nations libres au bénéfice du bloc communiste. Et s’il a pu conclure que l’économie de la bombe thermonucléaire pouvait être faite, c’est que la France n’est pas isolée. Grâce aux alliances auxquelles elle est restée fidèle alors que l’extrême gauche la poussait à les rompre, elle bénéficie directement des efforts que ses alliés, Américains et Britanniques en premier lieu, déploient en faveur de la défense commune. Dans le calcul des forces mises au service de sa sécurité, la puissance atomique des États-Unis et de la Grande-Bretagne entre en ligne de compte, au même titre que si elle lui appartenait en propre. Aussi peut-on dire que si la France peut se consacrer à l’emploi pacifique de l’énergie nucléaire, c’est en grande partie à ses alliés qu’elle le doit.

Ce qui ne signifie d’ailleurs pas que, dans d’autres domaines, elle puisse abandonner à autrui le soin de la défendre. Les États-Unis peuvent prendre à leur compte la stratégie atomique de l’alliance atlantique ; ils peuvent fournir aux armées européennes du matériel classique et des armes atomiques tactiques, ainsi qu’un certain nombre de divisions maintenues en permanence sur notre continent. Ils ne pourraient pallier la carence d’une défense terrestre sérieusement étoffée, dont la nécessité se fera sentir, en France et ailleurs, aussi longtemps que l’URSS et ses satellites entretiendront en Europe les imposants effectifs qui y sont actuellement stationnés.

1. [https ://www.e-newspaperarchives.ch/ ?a=d&d=TDG19550414-01.2.52.1](https://www.e-newspaperarchives.ch/?a=d&d=TDG19550414-01.2.52.1) [↑](#footnote-ref-1)